



Lussas 2009 © Christiane Dampne

## **Vingt ans, l'âge de tous les possibles ?**

**Jean-Marie Barbe / Frédéric MITTERRAND / Marie-José MONDZAIN**

**Les Etats généraux du film documentaire de Lussas**

Dans le petit village ardéchois, le succès des Etats généraux du 16 au 22 août ne s'est pas démenti avec plus de 4500 festivaliers et la moisson fertile de près de 200 films, sans compétition, mais sélectionnés collégialement.

Par Christiane Dampne publié le 1 sept. 2009

**VOIR LE SITE**

[de Doc Net Films Editions](#)

[le site de la Scam](#)

[le site du village documentaire](#)

Rendre compte de la richesse et du foisonnement de la programmation lussassoise qui alterne projections, débats et rencontres, relève d'une gageure impossible à tenir. Tentons néanmoins de dégager quelques grandes lignes entre continuités et nouveautés, histoire et avenir.

### **Retour aux sources**

Fondés en 1989, les États généraux ne sont pas nés ex nihilo et leurs prémices remontent une décennie plus tôt avec la création de l'association *Ardèche images* qui se fixait quatre objectifs initiaux : la création cinématographique, la diffusion de films, la formation aux techniques du cinéma et l'organisation d'un festival de cinéma. Avec l'association parisienne la *Bande à Lumière*, elle donne le jour aux premiers États généraux en août 1989. Une date fondatrice en

résonance au bicentenaire de la Révolution. En 1789 se déroulent les États généraux réunissant l'ensemble des provinces françaises qui viennent avec leurs cahiers de doléances. Deux siècles plus tard des États généraux autour du film documentaire sont proposés.

### **Quelles doléances en 1989 ?**

Principalement une meilleure reconnaissance du genre par la télévision qui passe par une plus grande diffusion et des documentaires en prime Time. Mais aussi un soutien à la production en région : « à l'époque il existait une soixantaine de maisons de production, toutes ou presque étaient sur Paris ! », souligne Jean-Marie Barbe, l'un des fondateurs du festival et natif du village.

### **L'évolution**

Si du côté de la production, la situation s'est améliorée avec une meilleure répartition des structures en région, en revanche elle s'est nettement dégradée avec la faible diffusion et le désengagement des télévisions publiques sur la partie la plus créative du documentaire de création. Le divorce TV et festival de films documentaire est un constat depuis 10 ans, selon l'ancien directeur.

D'autre part le processus d'initiative s'inverse à partir du milieu des années 90 : jusqu'alors, le réalisateur, animé d'une curiosité, d'un désir ou d'une nécessité sur un sujet, le proposait à un producteur qui à son tour sollicitait une télévision. Aujourd'hui, seule la commande règne, accompagnée d'un formatage plus ou moins imposé si l'autocensure n'a pas correctement oeuvré. Le nombre de réalisations - notamment des autoproductions -, a fortement augmenté avec des outils numériques plus légers et moins chers. Malgré ce désengagement des télévisions, la création reste vivace grâce au soutien de structures institutionnelles qui compensent l'absence de marché : les régions, le CNC, le ministère de la culture et les sociétés d'auteurs.

Enfin, si le documentaire a fait son apparition dans les salles de cinéma, sa diffusion reste limitée, exceptés pour quelques rares grands succès publics.

### **Quelles doléances en 2009 ?**

« Une place conséquente du documentaire de création sur les chaînes publiques, revendique Jean-Marie Barbe. La télévision ne remplit pas sa mission de service public et le divorce entre l'art et la télévision est consommé. Toute la partie la plus créative du documentaire se fait hors d'elle dans une sous-économie. Il y a une crise profonde, malgré la révolution du numérique et le prix de revient plus bas sur le plan technique. On assiste à une paupérisation de l'ensemble des acteurs : les réalisateurs sont moins payés, les techniciens également, les producteurs ne s'en sortent plus. »

La seconde doléance, et non des moindres, concerne un soutien public pour développer le hors télévision. Ce soutien s'articule sur quatre axes, précise Jean-Marie Barbe : « une alliance avec les gens du livre et les libraires indépendants pour une politique de soutien à l'édition et à la distribution de DVD et à la création d'objets doubles livre et doc ; une alliance avec le réseau des salles indépendantes de recherche pour la diffusion en numérique des films documentaires audio visuel dans ce réseau cinéma ; le développement de sites VOD de téléchargement et le soutien à leur déploiement dans les 5 ans qui viennent ; enfin créer un soutien à un programme de développement du rôle des festivals en aidant des projets de diffusion/distribution des films de festivals dans ces deux réseaux. »

### **Un festival singulier**

Mais quelles sont donc ses spécificités par rapport aux autres ? Il s'agit tout d'abord d'un événement non compétitif. Une volonté affirmée d'emblée pour privilégier la réflexion et la pensée sur le sens de l'image et la place du réalisateur dans le cinéma documentaire. Corollaire de cette volonté, c'est le seul festival à proposer des séminaires, à la manière d'une université d'été. La première édition comporta six thématiques, tellement la soif de réfléchir ensemble était grande ! Depuis quelques années la vitesse de croisière s'effectue avec deux séminaires.

Son originalité tient donc à sa démarche même de confrontation d'idées et de formes, traversée par des choix d'écriture au sein de multiples débats. Cette dimension unique agace certains qui préféreraient distraction et évasion, mais Lussas s'adresse avant tout à des spectateurs citoyens.

Et ça marche ! La pensée n'effraie pas. Pour preuve, les deux séminaires affichaient complets avec des listes d'attente et chaque fois une longue queue de personnes de "troisième zone" non-inscrites, attendant d'éventuelles places libérées... Un public de tout âge avec une belle jeunesse. La décision collégiale de la programmation de chaque section constitue encore une particularité par rapport aux autres festivals et les décisions sont parfois prises après de longues discussions. Une variété de points de vue et d'approches féconde.

Enfin, les réalisateurs, producteurs et spectateurs qui débarquent pour la première fois dans ce petit village rural, composé de deux rues principales, sont agréablement surpris par l'inexistence de zones réservées, contrairement à de nombreux festivals. Ici tout le monde se côtoie sans pré carré pour faciliter les rencontres et les échanges.

### **Quels choix éditoriaux pour cette 21<sup>e</sup> édition ?**

« *Nous avons dessiné des trajectoires qui traversent différents champs artistiques sous des formes multiples, chaque fois en nous attachant à la valeur d'engagement des oeuvres, qu'elles soient l'expression d'un positionnement politique fort et d'un choix d'écriture et de mise en scène affirmé* », expliquent Pascale Paulat – déléguée générale – et Christophe Postic – directeur de production. Ils ont exploré et interrogé ces initiatives qui « *par leurs tentatives de penser leur époque, de l'habiter, de la bousculer maintiennent ou rétablissent des liens de sens et de pensées, créent des courants de résistance, des mouvements intérieurs et des alliances de travail* ». Et de conclure : « *Et parce qu'il est indispensable de durcir nos réponses face à des politiques régressives, l'élargissement de nos regards, de nos propos et de nos actions s'étendra du côté de l'espace public avec Les Amis de Lussas qui nous engagent à Ne pas plier. Penser le cinéma comme trouble à l'ordre.* »

**Le séminaire « Actualités politiques du documentaire »** s'inscrit pleinement dans ce postulat et prolonge une réflexion entamée dans le séminaire de l'an dernier « Formes de lutte et lutte des formes - Pièges du formatage ou promesses de la forme ? », coordonné alors par Jean-Louis Comolli, réalisateur, Marie-José Mondzain, philosophe, et Patrick Leboutte, directeur de collection aux Éditions Montparnasse et coordinateur de deux coffrets DVD *Le Cinéma de Mai 68, une histoire*. Ce dernier s'est vu confier les rênes cette année en compagnie du jeune cinéaste Sylvain Georges, chacun s'occupant d'un bout de l'histoire, passée et présente. Un parcours de trois jours pour mettre en regard les films engagés passés et actuels et voir l'évolution des formes dans le cinéma aujourd'hui.

Dans sa présentation, Patrick Leboutte a dressé un vibrant plaidoyer pour rendre justice à l'histoire du cinéma militant : « *trois jours contre 20 ans d'amnésie, de mensonges et de mythologie, de défiguration et de réduction de l'Histoire, c'est trop court* ». L'homme s'insurge contre la volonté de Nicolas Sarkozy de liquider l'héritage de mai 68 et contre la réputation dogmatique et emmerdante du cinéma militant au détriment d'un « *incroyable laboratoire de formes* ». Il suffisait d'aller voir les sources, des films tournés non pas « sur » mais « en » mai-juin 1968 engagés et solidaires, au cœur des luttes, de l'intérieur même des événements. Des images libres de droits, favorisant une pratique collective.

En préambule de ce séminaire, deux films étaient projetés. Celui de Sylvain Georges – *L'Impossible - Pages arrachées* – et l'un des tous premiers films militants tournés en 1914 : *La Commune*. Sur le dernier plan apparaît une banderole « Vive la commune ». Patrick Leboutte fait remarquer qu'on ne sait si elle est dressée ou en train de tomber, belle métaphore d'une histoire du peuple qui chute mais se redresse et toujours renaît de ses cendres.

Quant au second séminaire qui ouvrait la semaine du festival – « **Photographie et cinéma** », il proposait à trois jeunes photographes (issus de l'École nationale supérieure des beaux-arts de Paris) de choisir un film récent et de le confronter à une de leur œuvre. Sous la houlette de Christophe Postic, co-directeur du festival et de Jean-François Chevrier, historien d'art et professeur à ladite École, chacun a présenté sa photo dans le cadre de son travail actuel et le film retenu.

Madeleine Bernardin Sabri réalise un ensemble de photographies avec des demandeurs d'asile et a choisi le film militant *Ce monsieur doit rentrer chez lui* de Florence Miettaux qui montre les démarches juridiques de la Cimade pour éviter à un homme sortant de prison d'être renvoyé en

Algérie où sa vie est menacée. Le travail de Maxence Rifflet repose sur la manière de s'appropriier le territoire que l'on habite, notamment en Chine. Son choix s'est porté sur *Bingai* de Feng Yan, le portrait d'une paysanne qui lutte contre son expropriation lors de la construction du barrage des Trois Gorges. Quant à Claire Tenu, elle s'est rendue à Bethlehem (Pennsylvanie) pour photographier cette petite ville industrielle documentée par Walker Evans au milieu des années 30. Son choix : un film de Jean-Luc Godard - *La lettre à Freddy Buache* – un anti-portrait cinématographique de la ville de Lausanne.

C'est la première fois que de jeunes artistes se voyaient confier la programmation d'un séminaire. C'est la première fois que Lussas procédait à ce dispositif de mise en regard : trois photographes / trois photographies / trois films. Une position fragile par sa nouveauté. Interroger par ce biais les rapports complexes entre photographie et cinéma est tout à fait pertinent. Mais, si les questions posées pour mettre en relation les deux arts étaient intéressantes, les éléments de réponse apportés l'étaient par contre nettement moins. On assista à une juxtaposition de pratiques au détriment d'une articulation. La promesse d'une mise en regard n'a pas été tenue. Peut-être serait-il plus fécond de confronter les regards croisés de réalisateurs et de photographes ?

Au fil des années plusieurs sections se sont ajoutées, enrichissant la programmation par de nouveaux regards et champs d'investigation. Mais il n'est pas toujours aisé de se repérer dans ce foisonnement. Parmi les sections pionnières, « Le documentaire français aujourd'hui », avant d'être rebaptisé avec malice *Incertains regards*. Cet été une sélection de 27 films français, suisse et belge réalisés en 2008-2009 était proposée. Parmi eux, *Le Temps des grâces* de Dominique Marchais (sélectionné à Locarno). Une enquête documentaire sur le monde agricole français aujourd'hui, abordée sous l'angle de la notion de travail. Nous n'avons pu le voir faute du don d'ubiquité, mais les spectateurs et les critiques en disent le plus grand bien.

Autres sections instituées : « Histoire de doc », une rétrospective historique consacrée cette année à la Roumanie, et la « Route du doc », un choix de films polonais contemporains, sans oublier « l'Afrique » qui permet de découvrir la nouvelle génération de documentaristes de ce continent.

Dernière nouveauté en 2009, la programmation d'une journée par les Amis des États généraux, coordonnée par Marie-Josée Mondzain et Jean-Louis Comolli. Ils ont proposé de s'interroger sur « **les interventions dans l'espace public** » avec trois invités – le peintre Ernest Pignon-Ernest, le cofondateur de Grapus Gérard Paris-Clavel, et le documentariste Marcel Trillat – qui « *placent leurs pratiques au coeur même de l'espace public, avec la ferme intention d'y agir et d'y partager le sens de leur action.* » Cette interrogation est à mettre en lien avec l'effondrement du service public et les menaces des privatisations. Une invitation à reconquérir l'espace public envahi par la publicité, colonisé par le marché.

Quant au film projeté en soirée – *Les Yes Men refont le monde* –, il a suscité un débat au sein même de l'équipe, avec notamment la réserve de Jean-Louis Comoli.

Les Yes Men (Béni-oui-oui) sont deux activistes du canular qui se font passer pour les porte-parole de grandes entreprises dans les médias et dans différentes assemblées de dirigeants, financiers ou chefs d'entreprises. Ils tiennent un discours éthique visant à réparer les torts commis par ladite entreprise, ou distordent la rhétorique capitaliste et le politiquement correct dans un discours ubuesque destiné à faire réagir l'assemblée sur le cynisme déployé.

*Yes Men* (2005) est un documentaire sur leurs actions menées contre l'OMC. Andy Bichlbaum et Mike Bonanno (pseudonymes ?) ont poursuivi leurs actions et les montrent dans leur propre film en 2009. *The Yes Men fix the world* projeté à Lussas (mais aussi à la Berlinale), est programmé sur Arte le 15 septembre et sort en salle le 14 octobre.

Pour le 20<sup>e</sup> anniversaire de la catastrophe de Bhopal en Inde, Andy Bichlbaum se fait passer auprès de la BBC pour le porte-parole de Down Chemical, géant américain de l'industrie chimique qui a absorbé Union Carbide, propriétaire de l'usine dont s'est échappé le gaz mortel, faisant 20 000 morts et des milliers d'invalides. Il annonce une bonne nouvelle à l'antenne : Down a prévu de vendre Union Carbide et d'utiliser les 12 milliards de dollars produits par cette vente pour assurer des soins médicaux aux victimes, dépolluer le site et financer des recherches sur les dangers des autres produits de la compagnie. Panique chez les actionnaires et démenti du

groupe qui n'eut d'autre choix que d'annoncer publiquement qu'il ne ferait rien de toutes ces mesures réparatrices.

On y voit encore une séquence où l'un des Yes Men affirme en assemblée la réintégration possible d'habitants dans leurs logements sociaux non touchés par l'ouragan Katrina, alors qu'ils étaient promis à la destruction pour le plus grand bonheur des promoteurs. La supercherie, vite démasquée, aura permis au faussaire de retourner la critique devant les journalistes en déclarant que le canular vient des promoteurs appâtés par le gain et non de lui.

On peut émettre trois réserves sur ce film. Tout d'abord on assiste à un spectacle : les deux agitateurs savent mettre en valeur leurs fausses déclarations dans leur film et sont maîtres dans la mise en scène du spectacle. D'autre part, les témoignages des personnes modestes victimes de leurs fausses annonces visent toujours à légitimer leur acte. Ne figurent à l'écran que les personnes abondant dans leur sens. Cela ne constitue bien évidemment pas une preuve en soi. Enfin le titre du film est erroné : les Yes Men ne refont pas le monde, ni ne le réparent. Ils changent les images et non le monde.

Cela étant dit, il faut voir ce documentaire car il permet de réfléchir sur les fins, les moyens et l'efficacité de l'action politique. Il permet de se questionner sur l'opportunité ou non d'utiliser les armes de l'adversaire pour les retourner contre lui. Si l'on peut être sceptique sur l'efficacité de leur action dans l'ébranlement du système, en revanche leur niveau d'action en termes de prise de conscience est indéniable. Caméléons, ils savent se faire accepter en respectant les codes avant de les détourner. La quasi absence de réaction du public à l'outrance ou à la cruauté de leurs propos fait froid dans le dos. Sur le site Internet des deux protagonistes, on trouve des extraits vidéo de certaines séquences accompagnées du texte énoncé. Cela vaut le détour.

Les deux imposteurs insufflent d'autre part une insolence salutaire dans une France à la traîne au niveau de ces formes d'hacktivisme, contrairement à la Belgique, l'Italie, l'Angleterre et les États-Unis.

Ils distillent enfin une jubilation par leur énorme culot. Leur action in situ dans des assemblées – enceintes publiques d'un microcosme d'intérêts privés – se distingue d'un mode d'action dans la rue. Leur audace suscitera t-elle d'autres vocations pour agir dans ces milieux confinés ?

D'autres films ont fait écho aux comportements peu scrupuleux d'entreprises et de banques dans le cadre du cycle « **L'Argent roi** » proposé par la Scam. On a pu voir notamment *L'Éléphant, la Fourmi et l'État*, mais aussi *UBS, le cauchemar américain* et le très pédagogique *Lobbying : au-delà de l'enveloppe*. Des films salutaires qui mériteraient d'être programmés en prime Time sur une chaîne publique. On peut rêver ? Mais comme l'on risque d'attendre longtemps, certains pourront découvrir ce cycle de la Scam dans les mois qui viennent à Lille, Brest, Toulouse et Strasbourg.

Quant à la journée de la Sacem consacrée au documentaire musical, la matinée fut confiée à Michel Follin et l'après-midi à François Porcile sur la thématique « **Images et musiques de propagande (1936-1949)** », illustrée par 12 extraits de films. Excellente idée de mettre l'accent sur l'influence du son en se focalisant sur les ingrédients de manipulation, mais on regrettera que cette perspective historique n'ait pas été articulée à des exemples d'aujourd'hui.

On ne saurait terminer ce papier sans signaler la venue de Frédéric Mitterrand le 17 août, premier ministre de la culture à fouler le sol lussassois et à rendre hommage en personne à *Ardèche images*. Interrogé sur la situation catastrophique du financement et des diffusions télévisées du film documentaire, il a promis qu'il tenterait de mettre autour de la table les différents protagonistes. Mais sa marge de manoeuvre sera sans doute fort limitée et son soutien au documentaire pourrait davantage s'opérer sur le plan de la diffusion hors télévision. On attend de voir.

### **Quelles perspectives ?**

Le terme des « États généraux » garde toute sa force et son actualité avec un financement télévisuel réduit à peau de chagrin et une plus grande précarité de la profession. Fidèle à ses idéaux et ses convictions d'origine, le festival de Lussas résiste à l'esprit de compétition ambiant, au classement et mesures quantitatives pour privilégier des oeuvres non formatées, habitées par

un regard singulier dans une infinie liberté de ton et de forme. Il reste un festival pilote et explorateur d'initiatives et d'inventions, un laboratoire.

Il connaît toujours une grosse affluence alors qu'il ne fait plus de communication depuis bien longtemps (excepté en direction des écoles de cinéma), fonctionnant seulement par le bouche-à-oreille et le réseau.

Ce jeune homme de 20 ans a déjà une descendance. En France et à l'étranger. En France avec les *Amis des États généraux* qui organisent des projections et débats à Paris et dans d'autres villes, permettant ainsi que des films vus à Lussas puissent être montrés tout au long de l'année dans d'autres lieux. Un «Lussas hors les murs» amené à s'amplifier dans les années à venir. Signalons aussi l'initiative du CLEMI à Toulouse qui a mis en place des séminaires à l'image de ceux des États généraux.

Hors de l'hexagone, Jean-Marie Barbe a impulsé une dynamique africaine avec un programme de formations au Documentaire en Afrique – Africadoc'. D'autres projets sont en cours avec le démarrage de DOC OI (documentaire en océan indien) en 2010. A des échéances plus lointaines, l'équipe espère développer des programmes documentaires en Sibérie et en Amazonie avec toujours la même idée de base : créer un village documentaire. Une création à plusieurs niveaux : «*former des réalisateurs et des producteurs, créer un rendez-vous annuel, créer une mémoire documentaire avec un fonds de consultation du type cinémathèque, créer une école de formation initiale avec l'université de type Master, et selon les pays créer un marché - comme on vient de le faire à Saint-Louis du Sénégal.*»

Parmi ses autres projets d'avenir, celui d'élargir la distribution des œuvres : «*dans les dix ans à venir, le festival doit penser sa présence en dehors de l'événement, souligne l'ancien directeur. Il y a 70 % de films de cette année qu'on ne voit qu'ici et qui vont rester sur les étagères. Personne ne va les voir et c'est scandaleux. Le festival doit devenir un organe de distribution des œuvres en direction des librairies, du net et du cinéma.*»

On verra dans dix ans si le trentenaire aura eu les moyens de son ambition. Pour lors, saluons l'heureuse initiative de la collection DVD à petit prix - 8,90 € - *États généraux du film documentaire 2009*, une première expérience d'édition de 10 films programmés cette année qui permettra de leur donner une visibilité dans le temps au-delà de l'éphémère événement. Le festival lussassois peut donc se targuer d'avoir réussi très vite à s'imposer, tant sur le plan hexagonal qu'international, grâce à la ténacité et l'engagement d'une équipe, à la forte présence des professionnels et d'un public amateur et au soutien de multiples partenaires. Espérons que ces derniers continueront à apporter leur aide en dépit de la forte menace d'une nouvelle réforme sarkozienne qui se trame interdisant les financements croisés État, région, département, commune.

On souhaite au village documentaire de Lussas une longue vie et beaucoup de petits...

A VOIR :

*Les Yes Men refont le monde* le 15 septembre sur ARTE à 20h45 – sortie en salle le 14 octobre.